

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 28 octobre au 8 novembre 2024

Energie-climat

La transition énergétique figure parmi les priorités du budget du gouvernement

Dans son budget d'automne présenté le 30 octobre, Rachel Reeves a érigé la transition énergétique et l'atteinte de la neutralité carbone comme priorités de son programme d'investissements publics de 100 Md£ sur les 5 prochaines années, dont 13 Md£ dès l'an prochain.

Le budget contient en outre plusieurs annonces de dépenses importantes pour la stratégie climat britannique : 3,9 Md£ pour soutenir des projets de captage et stockage du carbone en 2025-26, 2,7 Md£ sur 2025-26 pour continuer de financer l'avancée du projet de centrale nucléaire Sizewell C, lancement du Warm Homes Plan, avec une première enveloppe de 3,4 Md£ sur les 3 prochaines années pour la décarbonation du chauffage résidentiel et des mesures d'efficacité énergétique (dont 1,8 Md£ pour soutenir des ménages en situation de précarité énergétique).

Ces mesures seront en partie financées par une hausse de la fiscalité sur les bénéfiques des producteurs d'hydrocarbures (augmentation de 3 points de la taxe exceptionnelle sur les bénéfiques (*Energy Profits Levy*), prorogation de cette taxe jusqu'au 31 mars 2030, abrogation de la faculté de déduire jusqu'à 29 % du montant des nouveaux investissements).

Le gouvernement confirme l'entrée en vigueur d'un UK CBAM à compter du 1^{er} janvier 2027

Lors de la présentation du budget, Rachel Reeves a également confirmé l'entrée en vigueur d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (*Carbon Border Adjustment Mechanism*) à compter du 1^{er} janvier 2027 et le gouvernement a publié sa [réponse](#) à la consultation lancée début 2024. L'UK CBAM concernera ainsi les importations d'aluminium, de ciment, d'engrais, d'hydrogène, de fer et d'acier. Les secteurs du verre et de la céramique ne sont en revanche pas inclus, contrairement à ce que le premier projet du gouvernement prévoyait. Le seuil de qualification pour être soumis

au UK CBAM sera fixé à 50 000 £ d'importations en valeur sur une période de 12 mois glissants. Ce seuil permettra de couvrir 99 % des émissions du périmètre du UK CBAM tout en excluant 80 % des entreprises potentiellement concernées, celles-ci étant majoritairement des PME.

NESO remet son rapport au gouvernement pour décarboner le mix électrique à 100 % d'ici 2030

Dans son [rapport](#) commandé par le gouvernement, le gestionnaire du réseau de transport, *National Energy System Operator*, estime que l'objectif du gouvernement de décarboner le mix électrique d'ici 2030 est atteignable sous réserve d'une mobilisation rapide des filières et des régulateurs ainsi que de réformes politiques majeures pour débloquer les investissements dans les énergies renouvelables et les réseaux.

NESO définit cet objectif par une production d'électricité propre au moins supérieure à la demande du Royaume-Uni sur une année et le maintien d'une part du gaz naturel sans CCS dans le mix électrique inférieure à 5 % pour des raisons de sécurité d'approvisionnement.

L'atteinte de cet objectif nécessitera des investissements de l'ordre de 40 Md£ par an afin de multiplier par 4 ou 5 la flexibilité de la demande, quadrupler les capacités de stockage par batterie, accroître les capacités des stations de transfert d'énergie par pompage, doubler la capacité d'éolien terrestre (14 GW à 27 GW) et tripler celles de solaire (15 GW à 47 GW) et enfin prolonger la durée d'exploitation de certaines centrales nucléaires (4,1 GW).

Au-delà de ces invariants, le rapport définit deux scénarios selon le degré de développement de l'éolien en mer d'une part, des centrales à hydrogène ou gaz avec CCS d'autre part : le premier scénario prévoit ainsi 50 GW d'éolien en mer d'ici 2030 sans nouvelle centrale à hydrogène ou gaz avec CCS, tandis que le second prévoit 43 GW avec 2,7 GW de flexibilités supplémentaires.

Dans tous les cas, tous les acteurs du système devront livrer de nouvelles capacités dans les 5 prochaines à un rythme encore jamais égalé. Selon l'analyse de NESO, les coûts du système ne devraient pas être plus élevés en 2030 mais l'impact sur la facture des consommateurs finaux dépendra de choix politiques.

Environnement

Une parlementaire britannique dépose une proposition de loi pour réguler la concentration de PFAS dans les réseaux d'eau potable

La députée Lib-Dem Muniro Wilson a présenté au Parlement une [proposition de loi](#) visant à imposer des seuils maximaux de concentration des « polluants éternels » de type PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) dans les réseaux d'eau potable en Angleterre et au Pays de Galles. En effet, aucune législation ne régule ces substances dans l'eau aujourd'hui. Selon un rapport de l'*Environment Agency* dévoilé par le [Times](#) et le magazine ENDS

Report, les PFAS auraient pollué plus de 10 000 sites au Royaume-Uni, dont le coût de dépollution pourrait s'élever à 121 Md£.

Une coalition de grandes entreprises soutient le projet de traité international contre la pollution plastique

Lors d'une table ronde organisée par le DEFRA et la fondation Ellen MacArthur à quelques jours de l'ouverture de la 5ème session de négociations d'un nouveau traité mondial sur la pollution plastique, [une coalition de grandes entreprises](#), comprenant entre autres Nestlé, Tesco, Unilever, Danone, Ing, Legal and General, Waitrose, a appelé le gouvernement britannique à obtenir un accord, qui comprendrait des objectifs ambitieux, des règles contraignantes pour accélérer la transition vers une économie circulaire et couvrirait l'ensemble du cycle de vie des plastiques.

Transports

Le gouvernement confirme que la LGV HS2 desservira Londres-Euston, et étudie le recours au financement privé pour lui permettre de desservir Manchester

La ministre des Transports Louise Haigh a indiqué à l'occasion d'un déplacement à Manchester que le gouvernement et les élus locaux de la région de Manchester «étudiaient les options» pour la réalisation du tronçon Birmingham-Manchester de la LGV HS2, «y compris le recours aux financements privés». Le gouvernement de Rishi Sunak avait annoncé en novembre 2023 l'annulation de la construction de la partie Nord de la LGV HS2, qui devait initialement relier Londres à Manchester via Birmingham. Les élus locaux du Nord de l'Angleterre souhaitent que la ligne se poursuive jusqu'à Manchester et ont lancé des études de faisabilité en vue d'un financement des travaux par le secteur privé. Le gouvernement travailliste n'avait pas encore fait connaître sa position sur une éventuelle reprise des travaux au Nord de Birmingham.

Le gouvernement a par ailleurs confirmé dans le cadre du budget présenté le 30 octobre qu'il financerait la construction de la LGV HS2 jusqu'à la gare de Londres-Euston (le précédent gouvernement ne s'était engagé à financer la construction que de Birmingham à Old Oak Common, gare située en proche banlieue de Londres).

L'accise sur les voyages aériens augmentera à partir de 2026, ciblant notamment les vols en jet privé

La Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a annoncé dans le cadre du budget que l'*Air Passenger Duty* (accise sur les billets d'avion) serait augmentée à partir de 2026-2027 d'un montant compris entre 1£ et 36£ pour les passagers des vols commerciaux (en fonction de la distance parcourue et la classe de voyage). Elle progresserait par ailleurs de 50% pour les passagers de certains avions d'affaires de grande taille (soit une augmentation comprise entre 42£ et 337£). Le rendement de la mesure sera de 520 M£ en 2026-2027.

Le gouvernement maintient, sans les augmenter, les aides à l'achat de véhicules électriques

La Chancelière de l'Échiquier a annoncé, lors de la présentation du budget, que les dispositifs existants de soutien à l'achat et à la location longue durée de véhicules électriques seraient maintenus. Ces dispositifs portent sur les véhicules utilitaires, les taxis, les motos et les véhicules pouvant transporter des personnes handicapées (aides à l'achat), sur les véhicules de société (taux réduit de taxe sur les véhicules de société pour les VE), voire sur l'ensemble du parc (exemption de l'accise annuelle sur les voitures pour les véhicules zéro émission, alors que l'accise augmentera pour les autres véhicules). Pour rappel, les bonus à l'achat de véhicules électriques pour les particuliers ont été supprimés en 2022 par le gouvernement de Boris Johnson.

IAG a réalisé un bénéfice record au 3^{ème} trimestre

International Airlines Group, maison-mère de British Airways et Iberia, a [annoncé](#) avoir réalisé un bénéfice d'exploitation record de 2 Md€ au 3^{ème} trimestre 2024, en hausse de 15% en g.a, pour un CA de 9,3Md€ (+8%). Cette hausse a notamment été tirée par la progression des recettes unitaires par passager (+1,2%) et par la résilience de la demande sur le marché transatlantique, auquel IAG est particulièrement exposé.

Mobilité électrique – Selon la fédération de l'industrie automobile SMMT, les ventes de véhicules électriques sur le marché de l'occasion ont progressé de 57% en g.a. au 3^{ème} trimestre 2024, avec 53 000 unités vendues. Les véhicules électriques représentent 2,7% des véhicules vendus sur le marché de l'occasion au 3^{ème} trimestre 2024, contre 1,8% un an auparavant. Les ventes de véhicules hybrides (+34%) et hybrides rechargeables (+29%) d'occasion ont également fortement progressé au 3^{ème} trimestre.

Transports en commun – Le Budget prévoit que le prix des trajets urbains ou locaux en bus en Angleterre soit plafonné à 3£ à partir de 2025, contre 2£ précédemment.

Industrie

Rolls-Royce maintient ses objectifs financiers malgré ses difficultés d'approvisionnement

Rolls-Royce a [publié](#) une déclaration intermédiaire annonçant que le groupe maintenait son objectif de réaliser un résultat d'exploitation compris entre 2,1Md£ et 2,3Md£ en 2024, malgré des difficultés d'approvisionnement pesant sur sa production de réacteurs. Rolls-Royce indique que les résultats de son activité « aéronautique civile » seront principalement tirés par une progression des heures de vol de ses moteurs (+18% en g.a. sur les 10 premiers mois de 2024), qui soutient la demande de services de maintenance. Rolls-Royce

prévoit par ailleurs une demande inchangée dans ses activités nucléaire, de défense et de génération d'énergie.

Le Budget confirme les engagements pris par le précédent gouvernement pour l'*Advanced Manufacturing*

La Chancelière de l'Échiquier a confirmé, lors de la présentation du budget le 30 octobre, les engagements pris par le gouvernement précédent dans le cadre de l'*Advanced Manufacturing Plan* de novembre 2023. Le Chancelier Jeremy Hunt avait présenté un plan de soutien aux secteurs industriels «de pointe» (automobile, pharmaceutique, aéronautique et énergies vertes) adossé à 4,5Md£ de financements nouveaux sur la période 2025-2030. La Chancelière a confirmé que 975 M£ de financements nouveaux seraient ciblés sur l'industrie aéronautique sur les cinq prochaines années, 2 Md£ sur l'automobile et 520 M£ sur les sciences de la vie. Elle a précisé que les 520 M£ alloués au secteur des sciences de la vie seraient déployés via un *Innovative Manufacturing Fund*, qui soutiendra des projets de R&D sur la base de quatre appels à projets prévus l'an prochain.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr